Spécial
"CONVENTION NATIONALE"

Vendredi

Supplément "Le Poing et la Rose" à "Vendredi" n° 93 du 15 mars 1991

POUR UN NOUVEL ORDRE MONDIAL

TEXTE PREPARATOIRE A LA CONVENTION NATIONALE DES 6 ET 7 AVRIL 1991

Fondation Jean-Jaurès

Ce texte a été voté à l'unanimité du Bureau exécutif du 13 mars 1991

par Pierre Mauroy - Claude Allègre - Jean-Marc Ayrault
Claude Bartolone - André Billardon
Jean-Claude Boulard - Pierre Brana - Michel Charzat
Marcel Debarge - Michel Debout - Colette Deforeit
Claire Dufour - Henri Emmanuelli - Laurent Fabius
Daniel Frachon - Gérard Fuchs - Pierre Guidoni
Gérard Lindeperg - Louis Mermaz - Daniel Percheron
Christian Pierret - Alain Richard - Bernard Roman
Yvette Roudy - Françoise Seligmann - Gisèle Stievenard
Daniel Vaillant Jacqueline Alquier - Jean Auroux
François Bernardini - Jean-Marcel Bichat
Frédérique Bredin - Marie-Arlette Carlotti
Gérard Collomb - Jean-Louis Cottigny
Geneviève Domenach-Chich - Sylvie François
Jean Germain - Jean-Pierre Joseph - Gérard Le Gall
Catherine Mabrut-Lissonde - Thierry Mandon
Pierre Moscovici - George Pau-Langevin
Jean-Claude Petitdemange - Michel Sapin
et Claude Estier, président du comité directeur.

Coll. Fondation Jean Jaurès

POUR UN NOUVEL ORDRE MONDIAL

Le monde vient de franchir un cap. Le cessez-le-feu du 28 février clôt sept longs mois de crise internationale, et quarante-trois journées de guerre. L'écho de la crise du Golfe résonnera longtemps encore dans nos mémoires et marquera désormais notre approche des relations internationales. La Convention nationale permet aux socialistes de réfléchir à la signification de ces événements et aux perspectives nouvelles qu'ils ont ouvertes, car la paix ne referme pas une simple parenthèse. La guerre n'a pu être évitée. La France a joué un rôle significatif. Et les Français se sont très massivement reconnus dans l'action du Président de la République.

Dès les premiers jours, et tout au long de ces derniers mois, le Parti socialiste a soutenu avec une détermination sans faille la politique de François Mitterrand et de son gouvernement. Avec la Convention nationale l'heure est venue, dans l'unité et la clarté, d'approuver cette action validée par les faits.

Durant la période de tension puis de conflit, la France a manifesté une grande fermeté et une solidarité sans faille sans qu'il fût question -bien au contraire- d'alignement ou de perte d'autonomie.

Mais la France se devait aussi, plus que d'autres, de se montrer disponible pour la recherche de la paix. Elle le fut à chacune des étapes de la montée des tensions. Aussitôt après l'annexion du Koweït, en laissant le temps nécessaire à une "solution arabe". Avec le discours du Président de la République à New York le 24 septembre devant les Nations Unies; ces propositions fixaient une démarche de paix, dans le respect du droit et de l'intérêt de toutes les parties, et ouvraient des perspectives pour l'avenir. Et quand, le 15 janvier encore, à quelques heures de la fin de l'ultimatum, un dernier appel était lancé à l'Irak.

Ce fut en vain. Fidèle à la "logique de guerre" justement dénoncée dès le mois d'août par François Mitterrand, le dictateur irakien ne prit en considération aucun de ces appels. Il choisit délibérément une guerre qu'il croyait pouvoir "gagner" symboliquement face à l'histoire en sacrifiant son peuple. Ce dernier paye aujourd'hui les conséquences de l'obstination de son chef.

Le choix de la guerre a posé un problème de conscience à tous les socialistes. Qui d'entre nous s'y serait résigné si nos principes les plus essentiels n'avaient été en jeu? Il ne s'agissait ni d'une guerre coloniale, ni d'une guerre contre les Arabes, ni d'un conflit entre pays riches et pays pauvres. Il s'agissait

du droit d'un peuple, de l'intégrité d'un Etat, et de savoir si la communauté internationale de l'après-guerre froide, pour la première fois placée en situation de faire effectivement respecter ces principes, s'y résoudrait. C'est ce qui fut fait. La guerre était bien une guerre contre la violation du droit international. On ne saurait oublier pourtant, dans les circonstances présentes, l'horreur des combats, voulus par Saddam Hussein, le sacrifice des combattants et toutes les victimes quel que soit leur camp.

Ceux d'entre nous qui ont manifesté leurs inquiétudes lors de la déclaration gouvernementale du 15 janvier peuvent être aujourd'hui rassurés par le dénouement. Ceux qui ont exprimé leur désaccord après cette date doivent admettre aujourd'hui que les faits sont là: la guerre ne s'est pas enlisée et a été limitée dans le temps, le conflit n'a pas été détourné des objectifs fixés par l'ONU et s'est borné à la libération du Koweït.

La paix, maintenant, est à notre portée dans des conditions radicalement différentes de celles que le dictateur irakien voulait imposer par la force. Quant au réglement des conflits de la région, une occasion unique se présente pour l'ouverture d'une négociation que nous réclamons depuis tant d'années.

Il est prévisible que les événements du Golfe auront une répercussion considérable sur l'avenir des relations internationales et qu'ils appellent, après les changements en Europe des années 1989-1990, un large renouvellement des idées. Les Socialistes se doivent d'anticiper les conséquences de ces événements dans leur réflexion et dans le choix des orientations pour les temps à venir. S'il est naturel d'accorder la plus large place à la politique extérieure de la France, nous ne saurions éluder nos choix politiques pour la France en 1991. Compte tenu des échéances électorales en 1992 et 1993, il nous faut dès à présent assurer les conditions d'une mobilisation de la gauche et des forces de progrès.

Il est possible de rassembler autour de ces idées la plus large partie des socialistes, ce qu'imposent à l'évidence les circonstances. Nous sortons d'une épreuve. Une immense tâche est maintenant à accomplir si nous voulons être prêts, c'est-à-dire dans une plus grande cohésion, pour affronter les échéances à venir.

Ainsi, les Socialistes, dans leur diversité, mais aussi dans le souci de garantir l'unité et l'élan de leur parti, sont décidés à se rassembler et à s'engager de tout leur cœur et de toutes leurs forces dans la voie de la réussite qui est à leur portée. ■

I - QUELLE POLITIQUE EXTERIEURE POUR LA FRANCE ?

La paix prendrait un goût de cendre si elle ne se traduisait pas par de réels progrès de la sécurité collective. L'idée de droit légitimait la guerre. La paix doit favoriser le progrès de l'idéal démocratique. Ainsi seulement se prolongera et s'élargira l'exceptionnel mouvement de démocratisation qui a marqué le monde ces dernières années.

Agir dans ce sens, c'est se situer dans le prolongement et la continuité de l'action internationale menée par le Parti depuis plusieurs années. En complémentarité par rapport à la politique étrangère du Président de la République et du gouvernement, sur la base des principes et des valeurs qui sont les nôtres, les socialistes ont défini avec clarté les lignes directrices de leur présence internationale.

Dans le monde entier, à travers les rapports bilatéraux établis avec les partis frères, les organisations et mouvements proches de nous, il s'agit d'abord d'encourager, de soutenir et d'accompagner le grand mouvement de transition vers la démocratie qui est la caractéristique majeure de la période. Mais il s'agit aussi, à l'intérieur de cette démocratisation, d'appuyer, partout, ceux qui partagent nos principes et nos valeurs, s'inscrivent dans la perspective du socialisme démocratique. Appui à la démocratie, soutien aux forces qui défendent à la fois la justice et la liberté, telle est la logique de notre politique internationale.
C'est en insistant sur cette double exigence que le Parti socialiste s'est mis en situation de jouer un rôle majeur dans le mouvement socialiste international, rôle aujourd'hui reconnu aussi bien au sein de l'Union des Partis Socialistes de la Communauté européenne qu'au sein de l'Internationale socialiste.

C'est ainsi que nous avons resserré les liens avec nos partis frères d'Europe occidentale (SPD, Labour Party, PSOE, PSI, etc.) avec lesquels un dialogue permanent nous permet de rapprocher nos points de vue en ce qui concerne la construction européenne aussi bien que sur les questions liées à la défense, à la sécurité et au désarmement, tout en coordonnant l'intervention de nos partis sur les grands thèmes internationaux. C'est ainsi qu'à travers les travaux de notre commission Tiers monde nous avons précisé comment démocratie et développement étaient désormais indissociables.

Nous en avons tiré les conséquences dans différentes parties du monde. En Europe de l'Est, où notre Parti a été très présent dès le début de l'effondrement des régimes communistes, maintenant le contact, parmi les forces issues des mouvements antitotalitaires, avec celles qui ne séparaient pas la volonté de justice sociale et la construction de l'Etat de droit.

En Afrique où, dans le prolongement du discours de La Baule, nous avons encouragé et favorisé l'évolution vers la démocratie et le pluripartisme (Bénin, Côte d'Ivoire, Congo, Gabon, etc.).

En Amérique latine, désormais revenue à la démocratie, où nous avons à la fois aidé ceux qui doivent encore lutter pour les libertés et les droits de l'homme (Haïti, Salvador) et encouragé l'évolution vers le socialisme démocratique et, par conséquent, vers l'Internationale socialiste des

grandes forces de gauche du continent qui ont avec nous des rapports privilégiés (Chili, Brésil, Colombie, Nicaragua, Uruguay, etc.)

En Asie, où nous maintenons les contacts qui nous permettront d'être présents lorsque s'amorceront les mêmes évolutions qu'en Europe orientale, tout en améliorant nos rapports avec les partis démocratiques et socialistes du Japon, de l'Inde, du Népal, du Pakistan, etc.

Et, naturellement, en Méditerranée et dans le monde arabe, encourageant au Maghreb les forces qui luttent pour la démocratie, la sécularisation, la modernité, l'ouverture, approfondissant le dialogue avec nos amis israéliens et palestiniens -avec la gauche israélienne aussi bien qu'avec l'OLP- et tenant à tous le même langage, travaillant avec tous ceux (du PND égyptien au PSDH turc) qui partagent nos valeurs et veulent, comme nous, organiser la paix par la reconnaissance mutuelle et la coexistence harmonieuse des peuples et des Etats.
Nous avons développé une politique plus active que par le passé en direction de l'Union Soviétique, où notre soutien à Mikhaïl Gorbatchev et à la perestroïka ne doit pas nous interdire d'établir des liens avec les nouvelles forces démocratiques et sociales-démocrates, notamment dans les Républiques périphériques.

En outre, il est nécessaire d'intensifier nos échanges avec les Etats-Unis, et particulièrement avec le Parti Démocrate.

Dans l'Internationale socialiste, notre Parti a confirmé sa place et son rang. Il est aujourd'hui -les militants doivent le savoir- une des forces essentielles, et reconnue comme telle, du socialisme international.
C'est sur cette base, et en tenant pleinement compte de cet acquis, que nous pouvons être écoutés et entendus, lorsque nous nous exprimons sur les suites et les conséquences de la crise dramatique que le monde vient de traverser.

1 - Paix, démocratie et développement au Proche et au Moyen Orient

Parce que s'y entrecroisent des dimensions économiques, religieuses, politiques, la région du Moyen-Orient réclame en premier lieu toute notre attention. Cette région constitue encore le foyer de tensions le plus inquiétant pour la sécurité mondiale. Les grandes puissances ne peuvent, à intervalles réguliers, intervenir afin de contenir la tentation hégémonique de tel ou tel Etat.

La méthode d'une ou de plusieurs conférences internationales est de nature à favoriser une paix juste et durable dans l'ensemble de la région. Une paix qui démente ce sentiment souvent répandu -et trop souvent à juste titre- qu'il y a "deux poids, deux mesures" dans l'application du droit international. Les membres permanents du Conseil de sécurité doivent y jouer un rôle majeur d'impulsion. Plusieurs objectifs s'imposent.

Pour une paix qui ne soit pas de revanche

L'acceptation par l'Irak des douze résolutions des Nations Unies était à l'évidence le préalable indispensable.

Mais, pour avoir connu et parfois subi les conséquences de traités de paix qui eurent pour effet de susciter de nouveaux drames, nous ne saurions considérer pour autant

l'ensemble du problème comme définitivement réglée.

Au-delà de la réaffirmation de l'intangibilité des frontières, les contentieux économiques doivent également être réglés comme la résolution 660 du Conseil de sécurité y invite d'ailleurs l'Irak et le Koweït. La justice et la raison commandent de traiter la question des indemnisations avec la mesure qu'implique le développement économique futur des deux pays et une meilleure répartition des richesses au Moyen-Orient.

Garantir la securité d'Israël et donner un Etat aux Palestiniens

Le drame du peuple palestinien cristallise les frustrations des populations arabes. Il resterait dans les années à venir un germe de tension si aucune réponse n'était apportée. Aussi, la communauté internationale doit-elle faire en sorte que les résolutions 242 et 338 de l'ONU soient enfin mises en œuvre.

Le droit du peuple palestinien à une patrie et à un Etat doit être reconnu. La configuration qu'aura le futur Etat, sa forme institutionnelle, ses limites exactes seront l'objet de la négociation. On ne saurait donc les définir à l'avance.

Nous attendons de l'actuel gouvernement israélien qu'il ait demain la même sagesse et la même intelligence dans la paix que dans la guerre. En particulier, la colonisation massive et la répression dans les territoires occupés doivent être abandonnées.

De leur côté, les Palestiniens et l'ensemble des Etats arabes doivent définitivement reconnaître le droit à l'existence d'Israël et à la sécurité dans des frontières sûres et garanties.

L'engagement sur ce point de l'OLP au sommet d'Alger en 1989 a été salué par les socialistes comme un pas très positif. Ils n'en sont que plus fondés à dénoncer l'alignement de dirigeants palestiniens sur les positions de Saddam Hussein, au risque de paraître cautionner la volonté d'anéantir l'Etat hébreu.

Il était naturel que nous constations qu'en agissant de cette manière, l'OLP affaiblissait la crédibilité internationale qu'elle avait acquise au cours des années passées. En tout état de cause, c'est au peuple palestinien qu'il appartient d'exercer son droit imprescriptible de choisir ses représentants.

Nous demeurons persuadés qu'une ou plusieurs conférences internationales, sous l'égide des Nations Unies, à l'initiative des cinq membres permanents du Conseil de sécurité, associant toutes les parties concernées, devrait permettre d'organiser les indispensables dialogues et de garantir une paix véritable.

Le Liban doit retrouver sa souveraineté

Il est permis d'espérer que le réglement du conflit du Golfe mette fin, du fait d'une évolution possible de la Syrie et d'Israël, au cauchemar du peuple libanais, meurtri depuis quinze ans, et que la France s'est efforcée d'aider. Les socialistes souhaitent l'évacuation de toutes les troupes étrangères aujourd'hui présentes sur le territoire libanais. Le Liban doit retrouver indépendance, unité, démocratie et paix.

Prendre en compte la question kurde

Il conviendra de répondre aux revendications exprimées par les minorités kurdes, après des décennies d'espoirs déçus et d'épreuves cruelles.

Pour un système de sécurité régional

On connaît maintenant les risques de la situation au Moyen-Orient et les exigences qu'elle nous impose. Voilà pourquoi il faut mettre en œuvre un processus de contrôle de la diffusion des armements et de certains transferts technologiques.

L'Europe -si longtemps déchirée, si longtemps divisée- a su, à travers la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), trouver le chemin de la sagesse. Pourquoi ne pas imaginer demain une instance de ce type, une conférence sur la sécurité et la coopération au Moyen-Orient (CSCMO) ?

Partager équitablement les ressources naturelles

Les inégalités de richesses -qu'il s'agisse de leur détention entre les différents pays ou de leur répartition entre les hommes et les femmes qui y vivent- sont, plus qu'ailleurs, criantes dans cette région du monde.

La communauté européenne pourrait apporter son soutien à l'édification d'une communauté économique du Moyen-Orient (CEMO) qui, tout en respectant les différences culturelles entre les Etats, favoriserait le développement de la région.

Au-delà, nous préconisons la stabilisation du prix du pétrole à un niveau raisonnable, supérieur peut-être au prix aujourd'hui pratiqué. En outre, il convient de ne pas ignorer le problème de l'eau dans ces régions : l'équité dans la répartition des ressources passe aussi par ce partage.

Aide au développement et exigence démocratique.

C'est l'incertitude sur l'avenir économique de ces peuples qui risque de faire le lit de l'intégrisme. Nous devons donc favoriser le développement économique des pays arabes, leur accession au savoir-faire industriel et à la formation, et entraîner dans cette démarche la CEE vers de nouveaux efforts.

C'est en effet au plan communautaire que peuvent être définis dans les meilleures conditions les mécanismes pour le développement de ces pays. Nous pourrions nous inspirer d'ailleurs du modèle de la Banque européenne (BERD) créée pour aider au développement des pays de l'Est. Le retour de la paix et l'accès à un plus juste partage doivent être le lot de tous les pays au Proche et au Moyen-Orient.

Pour autant, la France devrait prêter un intérêt particulier à ceux de ces pays qui marquent des progrès dans la voie démocratique, le respect des droits de l'homme et l'exercice des libertés.

Le droit au développement économique doit en effet s'accompagner du droit de s'exprimer, d'aller et de venir, et du droit imprescriptible des femmes à l'égalité. Le mouvement de la démocratie et du respect de la personne humaine est devenu universel. C'est pourquoi il convient de renouve-

ler le contenu d'un réel partenariat entre la France et ces pays en abordant, dans un dialogue ouvert et franc, les thèmes de la démocratie et du respect des droits de l'homme. Ces valeurs ne représentent pas un luxe réservé aux seuls pays riches. Ils sont la condition même du développement économique, social et culturel partout dans le monde.

2 - Repenser la sécurité collective

La crise du Moyen-Orient a mis en évidence la nécessité de débattre de deux questions essentielles: les progrès dans la voie du désarmement et du contrôle des ventes d'armes; l'accroissement du rôle et des moyens de l'ONU.

Le nouveau contexte des relations internationales a permis le "réveil" de l'ONU et de l'action du Conseil de sécurité. Le droit a été non seulement énoncé, mais défendu. Il faut maintenant le faire vivre, partout, conformément aux principes de la Charte des Nations Unies.

Pour l'heure, l'urgence est de construire une paix durable. La responsabilité en revient aux Nations Unies, dont la capacité de contrôle, de prévention et de résolution des conflits devrait être renforcée. Sans doute le fonctionnement même de cette organisation peut-il être encore amélioré. C'est pourquoi nous soutenons la suggestion de François Mitterrand de réunir le Conseil de sécurité au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement afin d'en augmenter l'autorité.

La crise a montré de quelle façon la France pouvait exercer ses responsabilités mondiales. Il serait paradoxal de se laisser aller au renoncement, maintenant que le dialogue entre l'Union Soviétique et les Etats-Unis favorise un jeu beaucoup plus ouvert dans les relations internationales.

Certes, les Etats-Unis ont confirmé à travers cette crise leur prééminence politique et militaire. N'aurions-nous d'autre choix qu'un alignement systématique ou qu'un anti-américanisme de principe? Bien sûr que non. Il y a des intérêts, des analyses différents entre la France et les Etats-Unis.

Sur le plan économique, nous sommes concurrents dans nos échanges commerciaux et les négociations du GATT l'attestent. Parallèlement aux indispensables progrès de l'union politique, l'émergence du grand marché européen et de l'union économique et monétaire est précisément destinée à créer un pôle de croissance et une zone monétaire qui donneront à l'Europe l'assise économique d'une puissance susceptible de rivaliser avec le Japon mais aussi avec les Etats-Unis.

Et nous aurions beaucoup à dire sur le plan culturel, où nous avons à affirmer avec davantage d'audace et de moyens notre identité.

L'URSS, de son côté, engagée dans un mouvement profond de réformes que nous avons saluées, suscite des interrogations nouvelles. La perestroïka de Gorbatchev a permis des progrès considérables. Mais, aujourd'hui, comme le montre la situation dans les pays baltes, le processus paraît bloqué. Mobilisons nos efforts afin de rendre irréversible l'avancée historique de la démocratie dans les pays de l'Est et de conjurer tout risque de nouvelles violations des libertés ou du droit des peuples.

II - QUELS CHOIX POLITIQUES EN 1991

La crise du Golfe a remis au premier plan en France même plusieurs débats essentiels: la défense, l'Europe, les rapports Nord-Sud, les grands chantiers économiques et sociaux.

1 - L'organisation de notre défense

Le processus de désarmement en Europe diminue la menace mais ne la supprime pas. La guerre du Golfe souligne la nécessité d'adapter notre armée à une situation nouvelle. Au demeurant, le comportement exemplaire de la division Daguet fait justice de toutes les critiques qui avaient entouré la création de la Force d'action rapide sous la responsabilité de Charles Hernu.

Comme l'a souligné le Président de la République, nous pensons qu'il serait absurde de changer la stratégie de dissuasion qui n'a pas été en cause dans la guerre du Golfe. En revanche, il faudra débattre de l'organisation de la défense, du service national, du niveau des effectifs, et du choix des matériels. Sans anticiper sur la conclusion de cette réflexion qui trouvera sa place sous des formes adaptées dans la discussion sur le Projet, on peut avancer que le service national doit évoluer. Et si la conscription doit être maintenue et réformée, ne faudrait-il pas s'efforcer de développer, voire de généraliser, des formes nouvelles de service civil ?

2 - L'union européenne

Le bureau exécutif a adopté, le 21 novembre dernier, une déclaration de principe sur l'union économique et monétaire de l'Europe mais aussi sur l'union politique, puisqu'il s'agit là d'un tout cohérent.

Depuis cette date, les discussions ont commencé au sein des deux conférences intergouvernementales chargées d'élaborer un nouveau traité.

Les relations franco-allemandes resteront la pierre angulaire de la construction européenne. Les socialistes sont très sensibles à tout ce qui a rapproché, depuis la Seconde Guerre mondiale, la France et l'Allemagne. L'union économique et monétaire justifie une explication franche. L'Europe monétaire ne pourrait se faire avec l'une de ses monnaies qui dominerait toutes les autres. Il faut le dire à notre partenaire allemand. C'est à cette condition seulement que l'instauration d'une monnaie unique sera un puissant accélérateur pour nos échanges, et, donc, pour la croissance et l'emploi.

En outre, la Communauté européenne n'a pas été suffisamment présente pendant la crise du Golfe, non parce qu'elle n'aurait pas pris d'initiative -elle en a pris dès le 4 août en imposant un embargo à l'Irak- mais parce qu'elle a été absente en tant qu'entité politique et militaire La crise doit nous inciter à avancer dans la voie d'une construction européenne capable de peser sur les affaires du monde. A différents moments de cette crise, les Douze ont adopté des positions communes et parfois fait entendre des voix discordantes, tout en déplorant l'absence d'une politique étrangère et de sécurité. Cette carence est d'ailleurs bien l'objet de la seconde conférence intergouvernementale, qui doit ouvrir la voie à l'union politique. Les événements du Golfe confirment que seul le Conseil européen a vocation à être le centre et le moteur de cette politique étrangère et de sécurité commune. En engageant l'Europe, le

Conseil européen s'engage auprès des Européens eux-mêmes, et chacun de ses membres auprès des citoyens de son pays.

1993 approche : n'abordons pas cette échéance les yeux fermés ; assumons pleinement nos engagements en Europe et, pour cela, mesurons bien les défis que nous devrons relever. Face à l'échéance du grand marché, nous avons le devoir de dire que nous ne voulons pas de n'importe quelle Europe, en particulier une Europe qui se limiterait à celle des marchands et des financiers. Mais cela implique une clarification de notre vision à long terme et une prise de conscience dans nos rangs des mutations majeures auxquelles nous allons être confrontés.

3 - Imprimer une nouvelle dynamique aux rapports Nord-Sud

Le conflit du Golfe témoigne de l'autonomie nouvelle des pays en développement. Les crises précédentes se traitaient souvent par des compromis entre les deux idéologies concurrentes et leur extension était limitée par l'équilibre des blocs. Cette limitation concrète de l'expression de la violence qui résultait de l'intégration, plus ou moins prononcée, à chacun des blocs, n'est plus une donnée de notre temps.

Si le clivage Nord-Sud est bien une réalité au sens économique, social et culturel, il ne doit pas masquer la diversité qui existe à l'intérieur de ces deux parties du monde. Au Nord, l'émergence de nouveaux pôles de développement économique bouleverse les équilibres entre puissances et avive la concurrence. De plus, le passage des pays européens de l'Est à l'économie de marché peut nous détourner de la cruelle réalité des problèmes du tiers monde. Au Sud, le tiers monde ne constitue pas un ensemble homogène ni sur le plan politique -le mouvement mondial vers la démocratie concerne aussi le tiers monde- ni sur le plan démographique, ni sur le plan économique.

Le nouvel ordre mondial que nous voulons construire ne se réalisera pas sans apporter des perspectives de développement aux pays du tiers monde.

Le Sud dispose d'importantes ressources naturelles du sol et du sous-sol. Il faut les mettre en valeur car c'est avant tout sur eux-mêmes que ces pays doivent compter Cependant, cet effort passe par l'allègement -voire, pour les pays les moins avancés, la suppression- de la dette qui étrangle actuellement toute velléité d'assainissement. La France a montré la voie en ce sens.

La mise en place de ce nouvel ordre nécessite d'avancer autour de trois idées :
• le développement des zones économiques régionales, à l'image de la CEE, pour créer ainsi de nouveaux pôles de développement, de solidarité et de stabilité ;
• la mise en place de mécanismes de stabilisation des cours des matières premières en en fixant au moins le prix plancher ;
• la valorisation des organisations multilatérales et, là encore, l'ONU a un grand rôle à jouer. L'exemple donné par les accords de Lomé est à intensifier et à généraliser pour sortir de la logique de l'aide bilatérale.

4 - Les grands chantiers du quotidien

Le retour à la paix aura des incidences directes sur la vie des Français. La baisse de la tension internationale met fin à

l'attentisme. Les préoccupations économiques et sociales retrouvent légitimement toute leur place. Ces mois de crise ont permis de renforcer la cohésion nationale. Il faut saluer le civisme, l'esprit de responsabilité des Français qui, quelle que soit leur origine, ont su montrer qu'ils formaient une seule communauté nationale. L'intégration s'est révélée plus avancée qu'on aurait pu le croire, mais elle a aussi progressé, comme si notre société avait procédé à un examen de conscience silencieux mais décisif.

Cette évolution positive, nous la prenons comme un encouragement à progresser sur la voie de l'intégration, bien sûr, mais aussi de la lutte contre toutes les inégalités et toutes les exclusions.

Le colloque sur la nouvelle étape sociale que le Parti socialiste avait organisé en juin 1990 avait ouvert une nouvelle phase de l'action du gouvernement. A partir de là, le gouvernement a poursuivi ou engagé de grandes réformes telles que: l'instauration de la contribution sociale généralisée, le projet de loi d'orientation sur la ville, l'approfondissement de la loi d'orientation sur l'éducation, et des débats ont été ouverts sur l'avenir des retraites. Le Parti socialiste avait souhaité le démarrage rapide des négociations par branches sur les bas et moyens salaires, que le Président de la République avait appelées de ses vœux. Cette priorité a été mise en oeuvre avec succès par le gouvernement comme le démontre le premier bilan de décembre 1990.

Il faut continuer sur cette lancée. Tel est le sens du "nouvel élan" que le Président de la République et le Premier ministre donnent à la politique gouvernementale. La stratégie économique actuelle doit être poursuivie. Compétitivité et Europe, tels ont été les choix de 1983 : ce sont les mêmes aujourd'hui. Une croissance obtenue artificiellement par stimulation excessive de la demande appellerait une politique d'austérité durable.

Il n'y a pas d'alternative à la politique actuelle mais, pour les socialistes, elle n'est pas une fin en soi ; elle reste au service d'une ambition : le progrès social.

Il nous faut d'abord continuer à accroître autant que faire se peut, ou soutenir le plus possible si nécessaire, le niveau de la croissance économique française en poursuivant notamment la modernisation de notre industrie. C'est ainsi que nous pourrons créer les emplois nécessaires au recul du chômage ; l'investissement productif, qu'il soit privé ou public, y joue nécessairement un rôle décisif.

Mais une bonne croissance ne suffit pas à notre ambition : il faut veiller à ce que, à croissance égale, l'économie française crée plus d'emplois et, donc, enrichir le contenu en emplois de la croissance. Nous continuons ainsi de croire à un possible partage pour l'emploi.

De nouvelles avancées significatives dans la réduction et la réorganisation du temps de travail sont à envisager. Déjà, des efforts sont intervenus en ce sens, notamment avec le crédit d'impôt pour l'aménagement du temps de travail, et l'instauration d'un droit au travail librement choisi. Il est nécessaire qu'ils soient poursuivis. Le débat doit être engagé avec les partenaires économiques et sociaux. A écouter certaines déclarations du patronat, le moment n'est jamais le bon pour faire bouger les choses. Pourtant, nous ne pouvons accepter une situation de stabilisation à un niveau élevé, voire une légère augmentation du chômage. Après le traitement social

et la forte croissance des dernières années, nous savons indispensable une nouvelle approche du problème.

Deux débats essentiels vont s'engager. Celui sur la protection sociale tout d'abord. Pour garantir la pérennité de la Sécurité sociale et pour réduire les inégalités, il n'y a pas d'autre voie que d'engager des réformes de fond. Les modalités de revalorisation des pensions doivent rapidement étudiées. Celles d'une réforme d'ensemble seront définies après le débat parlementaire et le débat d'opinion. En tout état de cause, elle devra reposer sur deux principes :

- réaffirmer le droit à la retraite à 60 ans ;
- ne pas mettre en cause les droits acquis.

Telle est la voie pour concilier justice sociale et efficacité financière.

Le deuxième débat portant sur la vie quotidienne concerne la ville. Les quartiers dégradés, les banlieues de nos villes sont devenus un creuset où se mêlent souvent toutes sortes d'exclusions.

Depuis 1981, des politiques innovantes ont vu le jour à partir de la Commission nationale pour le développement social des quartiers et des Conseils de prévention de la délinquance. Ces politiques eurent le mérite d'imposer une action globale de l'Etat dans un domaine où régnaient jusqu'alors dispersion et éparpillement. La nomination d'un ministre de la Ville, donne désormais à cette action une ampleur nouvelle. Déjà, la nomination dans les départements les plus urbanisés, de sous-préfets chargés de coordonner l'action publique montre que le gouvernement suit avec persévérance la seule voie possible pour avancer.

L'action pour la ville va franchir une seconde étape et s'attaquer aux sources mêmes de l'exclusion. Cela signifie une lutte résolue contre la spéculation dans les centres villes, pour le rééquilibrage entre les logements et les bureaux, pour un renforcement des moyens d'intervention foncière. C'est pourquoi le Parti socialiste attache une importance majeure au projet de loi d'orientation pour la ville qui sera discuté lors de la prochaine session du Parlement.

La vie quotidienne, c'est aussi l'éducation et la recherche de l'égalité des chances. Une action forte est là aussi indispensable, pour la politique universitaire, pour le partenariat avec les collectivités locales et avec le mouvement associatif pour la définition de relations nouvelles du service public éducatif avec les entreprises et les partenaires sociaux. ■

III - ASSURER LA MOBILISATION DE LA GAUCHE

Les échéances électorales sont désormais proches. 1992, pour les régionales et les cantonales ; 1993, pour les législatives. Les aborder dans les meilleures conditions suppose que notre action soit portée par une stratégie claire, un projet ambitieux.

1 - Une stratégie claire : rassembler la gauche

La stratégie du Parti socialiste a été définie lors du congrès de Rennes, il nous faut en même temps consolider la majorité présidentielle, l'élargir, et rassembler à gauche.

Rassembler la gauche

Ce rassemblement reste notre règle. C'est lui qui a donné ses succès les plus significatifs aux socialistes. Nul ne saurait s'en affranchir, fût-ce pour créer de bien hypothétiques majorités d'idées, sans renier par là même ce qui fut la démarche permanente du Parti socialiste depuis Epinay. Mais ce n'est pas le renier que de faire le compte des difficultés qui, sans être nouvelles, n'en deviennent pas moins de plus en plus aiguës. Et qui confirment que le Parti communiste tend à devenir le petit parti du grand refus.

L'échec du communisme, la fuite du Parti communiste dans un activisme gauchiste sans référence à un projet global, l'utilisation d'un système d'analyse qui récuse la réalité, tout cela alimente un désarroi. Et pourtant, dans un monde où l'argent devient la seule référence, jamais la gauche n'a eu une responsabilité aussi grande dans la recherche et l'affirmation des valeurs et d'un projet.

Le rassemblement de la gauche demeure indispensable. Il faut s'appuyer sur le sentiment unitaire qui demeure élevé dans l'électorat de gauche et contraindre le Parti communiste à choisir entre une politique de rassemblement de la gauche ou une marginalisation croissante s'il persiste dans la politique de division et d'impuissance qui est la sienne depuis 1984.

Notre volonté de dialogue avec toutes les composantes de la gauche inspire notre volonté de réforme du mode de scrutin régional. Il s'agit bien sûr avant tout d'assurer à la région la stabilité et les majorités claires qu'une proportionnelle intégrale, à l'évidence, ne lui donne pas. Il s'agit aussi de permettre au second tour de passer devant l'opinion le même contrat de rassemblement de la gauche que celui qui nous lie dans les autres scrutins. Aussi, le Parti socialiste prend-il l'initiative d'une proposition de loi transposant le mode de scrutin municipal aux élections régionales, dans le cadre d'une circonscription départementale. Au-delà du PC, nous avons aussi le souci de rassembler la mouvance communiste. A Rennes, nous en avions décidé le cadre, celui des états généraux de la gauche à tenir dès la fin de cette année. Le pouvons-nous encore ? Manifestement, la crise du Golfe a modifié le climat et nous devons réajuster notre calendrier. Les états généraux pourront se tenir lorsque la gauche se sera une nouvelle fois rassemblée au second tour pour conquérir des régions et des conseils généraux.

Consolider l'audience de la majorité présidentielle et l'élargir

L'enjeu est déterminant pour l'avenir. Nous devons être capables de mener le débat avec France Unie, afin d'aboutir à un

accord politique sur quelques objectifs essentiels. Le dialogue n'a jamais cessé, il doit rapidement prendre une dimension nouvelle.

Nous devons pouvoir définir une stratégie électorale qui, pour être efficace, implique un accord politique sur quelques grandes orientations. Il nous faut accélérer la préparation des échéances de 1992 et de 1993.

Le débat avec les sensibilités écologistes - à commencer par Génération Ecologie- représente un enjeu considérable. Il n'est pas possible d'avancer dans l'élaboration du Projet sans prendre en compte les questions qu'elles posent. Beaucoup de ces questions sont fondamentales.

Encore faut-il que les réponses s'organisent d'une manière cohérente. Une convention sur les problèmes de l'écologie doit aider à l'élaboration d'une vision politique globale.

2 - Un projet ambitieux

Après les auditions animées par Michel Charzat, nous avons lancé, lors de notre dernière convention nationale, la seconde phase du Projet, intitulée : "A la rencontre des Français ".
Le débat a été lancé. Il n'a pas encore en tout cas pris toute son ampleur. Nous en connaissons la raison principale : il était difficile, voire impossible, de débattre d'un projet à l'horizon de l'an 2000 au moment même où les armes parlaient dans le Golfe.

Il nous faut, par conséquent, adapter le calendrier initialement prévu afin de permettre à cette phase de consultation et d'élaboration collective si importante d'aller jusqu'à son terme. Nous proposons que vous soyez saisis dès la rentrée d'un projet de texte qui devrait être définitivement adopté lors d'une convention nationale à tenir à la fin de l'année.

L'élaboration de notre Projet doit être au cœur des préoccupations de notre Parti. C'est sur ce Projet et sur les programmes qu'il inspirera que nous serons jugés, que nous nous donnerons des capacités nouvelles pour gagner les élections à venir.

La convention nationale doit expressément mandater la direction du Parti pour assumer cette responsabilité qui, enrichie des propositions des fédérations et des sections, sera finalement soumis dès octobre prochain au choix personnel et collectif des militants.

Ces défis sont à la mesure d'un Parti rassemblé.



Directeur de la publication :
Bernard Roman

Supplément à
"Vendredi" n°93 du 15.03.91

Imp. Avenir Graphique / Torcy

Coll. Fondation Jean-Jaurès